

- 6 SEP. 2016



**Unité territoriale de la Vienne**

**PRÉFÈTE DE LA VIENNE**

Préfecture de la Vienne  
Secrétariat Général  
Direction des Relations  
avec les Collectivités Locales  
et des Affaires Juridiques  
Bureau de l'Utilité Publique  
et des Procédures Environnementales

**A R R E T E** complémentaire

**n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-229**  
en date du 2 septembre 2016

accordant l'antériorité et portant mise à jour du classement des installations exploitées au titre des installations classées par la Société des Calcaires de PAYROUX pour la carrière de calcaire située aux lieux-dits « la Rapiette » et « la Clavellerie » sur la commune de PAYROUX et au lieu-dit « Montedont » sur la commune de MAUPREVOIR

La Préfète de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.513-1 et L.513-1 ;

Vu le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2015 et modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE-053 en date du 25 avril 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-D2/B3-272 en date du 27 octobre 2009 autorisant la SAS Jean IRIBARREN à exploiter, sous certaines conditions, sur la commune de MAUPREVOIR au lieu-dit « Montedont » et sur la commune de PAYROUX aux lieux-dits « la Rapiette » et « la Clavellerie » une carrière de calcaire et une installation de traitement de matériaux, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande de bénéfice d'antériorité du 20 mai 2016 de la Société des Calcaires de PAYROUX suites aux décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014 et 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le message électronique du 19 août 2016 de la DREAL ;

Considérant que l'exploitant était dûment autorisé par l'arrêté n°2009-D2/B3-272 en date du 27 octobre 2009;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

**ARRETE :**

**Article 1**

Le bénéfice de l'antériorité est accordé à la Société des Calcaires de PAYROUX pour les installations qu'elle exploite sur le site de la carrière de calcaire située au lieu-dit «Montedont» commune de MAUPREVOIR et aux lieux-dits « la Rapiette » et « la Clavellerie » sur la commune de PAYROUX. Le classement des installations est mis à jour conformément au tableau ci-dessous, qui annule et remplace le tableau de l'art. 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-D2/B3-272 en date du 27 octobre 2009 susvisé.

NUMÉRO NOMENCLATURE	ACTIVITÉ	CAPACITÉ MAXIMALE	CLASSEMENT
2510-1	Carrières (exploitation de), 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	75 000 t/ an au maximum	A
2515-1c	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	170 kW	D
1435	Stations-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total.	25 m <sup>3</sup>	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total	2,55 tonnes	NC

A - Autorisation  
D - Déclaration  
NC - Non classé

## Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté d'autorisation du 27 octobre 2009 demeurent inchangées.

## Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication de cette décision sur le site internet de la préfecture (rubriques « politiques publiques – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – carrières »).

Le recours contentieux ne suspend pas l'exécution de la décision contestée.

## Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- monsieur le directeur de la Société des Calcaires de PAYROUX – 1, chemin du Désert – 86350 USSON DU POITOU

Et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Poitiers, le 2 septembre 2016

Pour la préfète et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le directeur de cabinet,

Stanislas ALFONSI

